



**AMBASSADE DE FRANCE EN AFRIQUE DU SUD
SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL**

Le Chef du Service Economique Régional

Pretoria, le 19 février 2018

Rédigée par : William Roos

NOTE

Objet : Afrique du Sud : Volet économique du discours sur l'Etat de la Nation (SONA) par le President C. Ramaphosa vendredi 16 février

Le nouveau président sud-africain Cyril Ramaphosa, dans son discours sur l'état de la Nation (SONA) vendredi 16 février a rempli trois objectifs en matière économique : i) poursuivre la reconstruction de l'image de l'Afrique du Sud en direction des investisseurs internationaux pour tenter d'éviter une nouvelle dégradation par Moodys et surtout attirer des investissements, ii) proposer une méthode de travail participative pour reformer le pays en impliquant toutes les parties prenante ;, iii) consolider l'ANC autour de lui en reprenant à son compte des mesures économiques radicales adoptées par le parti (expropriation sans compensation et université gratuite notamment). L'énergie est le grand absent du discours, avec aucune mention du mix énergétique pour les prochaines années ou de l'avancée des projets d'énergies renouvelables actuellement bloqués.

Le nouveau président sud-africain Cyril Ramaphosa a consacré une large part de son discours sur l'état de la Nation devant le Parlement au Cap le 16 février à la relance économique. Dans ce domaine, il a évoqué trois volets :

1/ Cyril Ramaphosa réaffirme la priorité à la reconstruction de l'image du pays via la lutte contre la corruption (*This is the year in which we will turn the tide of corruption in our public institutions*), **l'attraction des investissements étrangers et une réforme de l'Etat et des entreprises publiques.** Il note une tendance récente à la hausse du climat de confiance et du Rand (implicitement depuis qu'il a été élu président de l'ANC en décembre dernier) qu'il faut consolider et amplifier pour éviter une dégradation de la notation du pays par Moody's (seule agence n'ayant pas encore positionné la dette publique sud-africaine en catégorie spéculative). Il ambitionne une Afrique du Sud au centre des intérêts des investisseurs internationaux. Pour cela, il annonce la préparation d'une conférence d'investisseurs domestiques et étrangers dans les 3 prochains mois, avec des incitations associées (zone économique spéciale par exemple) pour l'industrie notamment. En matière de finances publiques, il engage une réduction du nombre et de la taille des ministères, la mise en place d'une commission d'enquête pour restaurer la confiance dans la collecte de l'impôt. Il annonce également élargir à l'ensemble des entreprises publiques l'action déjà initiée pour Eskom en matière d'amélioration de la gouvernance (au niveau du conseil d'administration notamment) et de lutte contre la corruption et de refonte de leur structure de financement. Enfin, la commission d'enquête sur la capture de l'Etat va être mise en place afin de restaurer la confiance dans les institutions publiques. La corruption, fraude et collusion dans le secteur privé seront également combattus, et il appelle les organismes professionnels à mener des actions contre les manquements (référence implicite aux derniers scandales autour de Steinhoff et des cabinets McKinsey et KPMG).

2/ Afin de réformer le pays pour plus de croissance, d'emplois et moins d'inégalité, il propose une méthode participative regroupant toutes les parties prenantes. Il annonce la

mise en place d'un conseil économique présidentiel regroupant experts venant des partenaires sociaux, de la société civile et des universitaires. Il s'engage pour un « *social compact* » entre partenaires sociaux, avec en particulier un sommet sur l'emploi dans les prochains mois. Un groupe de travail sur la jeunesse sera également mis en place pour veiller à ce que l'intérêt de la jeunesse historiquement défavorisée soit bien pris en compte dans toutes les politiques. De plus, un sommet du secteur social regroupera les associations et communautés œuvrant pour réduire la pauvreté, les inégalités et les problèmes sociaux induits. Par ailleurs, il mettra en place une équipe pour accélérer la mise en œuvre des nouveaux projets, notamment dans les domaines de l'eau, la santé et les routes (pas de mention de l'énergie). Dans le secteur minier, il promeut une approche partenariale pour débloquer le secteur minier en finalisant de manière plus ouverte la révision de la charte des mines et l'amendement à la loi sur les ressources minérales et pétrolières (MPRDA), afin de redonner de la confiance et de la visibilité aux investisseurs. Deux autres secteurs sont jugés prioritaires : le tourisme (objectif de doubler les emplois dans le secteur) et la 4^e révolution industrielle (mise en place d'une commission sur la révolution numérique en soulignant les enjeux de formation notamment) avec les infrastructures de réseau associées (mention de l'allocation du spectre hertzien). Il souligne l'importance des accords économiques régionaux (accord tri-partite de libre-échange entre SADC, COMESA et *East African Countries* couvrant plus de 600 millions d'habitants ; futur accord de libre-échange continental).

3/ Il reprend à son compte certaines mesures symboliques d'une transformation économique radicale pour éviter d'apparaître trop libéral, avec une partie des marchés publics pour des contrats locaux et surtout l'expropriation sans compensation et l'université gratuite. Il reprend ainsi le slogan « *transformation économique radicale* », avec utilisation notamment de la politique de concurrence pour ouvrir les marchés à des nouveaux entrants issus de populations historiquement défavorisées. Il donne une priorité à la production locale pour certains produits (*“textile, clothing, furniture, rail rolling stock and water meters are designated for local procurement”*) et fixe un objectif de 30% des marchés publics attribués à des PME, coopératives et entreprises des *townships* et zones rurales. Il donne également l'objectif de 1 million de nouvelles places d'apprentissage dans les entreprises pour les jeunes historiquement défavorisés. Il annonce une accélération de la réforme agraire, y compris avec expropriation sans compensation mais sous réserve de hausse de la production et de préservation de la sécurité alimentaire : une consultation en ce sens va être lancée. Enfin, il s'engage à mettre en place progressivement l'université gratuite, d'abord pour les nouveaux entrants dont les revenus sont inférieurs à 350 000 Rand par an (2000 euros par mois environ), seuil relativement haut couvrant une très grande part de la population, avec mandat pour le ministre des Finances de « clarifier » le financement. Par ailleurs, il annonce la finalisation de la couverture santé universelle (soumission au Parlement dans les prochaines semaines), sans mention de l'éventuel impact budgétaire.

Commentaire : En matière économique, le discours sur l'état de la Nation du nouveau président sud-africain Cyril Ramaphosa est bien équilibré entre i) messages à destination des investisseurs, étrangers notamment, pour restaurer l'image du pays et la confiance dans les institutions, ii) mobilisation en interne pour retrouver la croissance et créer des emplois, iii) reprise de certains marqueurs d'une transformation économique radicale pour ne pas se couper d'une partie de l'ANC. Ce discours ne comporte aucun chiffre sur le coût des mesures nouvelles ou sur la trajectoire de finances publiques : la présentation du budget le 21 février est très attendue pour cela. Enfin, l'absence de mention du mix énergétique et du projet nucléaire porté par le président Zuma montre que la priorité est à la restauration de la gouvernance des entreprises publiques à la consolidation de leur modèle économique et financier.